

**CONFLIT ET PAIX EN CASAMANCE : ANALYSE SOCIOLOGIQUE DE
L'INTERVENTION DES ONG, LES CHEFS RELIGIEUX, TRADITIONNELS ET
COUTUMIERS ET LES ASSOCIATIONS FÉMININES DANS LE PROCESSUS
DE PAIX ET DE DÉVELOPPEMENT**

**CONFLICT AND PEACE IN CASAMANCE: SOCIOLOGICAL ANALYSIS OF
THE INTERVENTION OF NGOS, RELIGIOUS, TRADITIONAL AND
CUSTOMARY LEADERS AND WOMEN'S ASSOCIATIONS IN THE PEACE
AND DEVELOPMENT PROCESS**

Mamady DIÉMÉ

Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

Mamadydiem20@gmail.com

&

Ibrahima BA

Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

Ibrahimaba056@gmail.com

Résumé : Commencé en 1982 par une marche, le conflit en Casamance s'est transformé en guerre de plus de quatre décennies. Il a provoqué des cycles de violences avec leur lot de conséquences inestimables (des pertes humaines, des déplacés ou des réfugiés, des brutalités physiques, etc.). Cette situation a créé un état de panique en Casamance, incitant les populations à quitter leurs lieux d'habitats pour se réfugier en Gambie, en Guinée Bissau ou dans la capitale régionale (Ziguinchor). C'est la période charnière où les attaques, embuscades, razzias et accrochages entre les combattants du MFDC et l'armée se sont intensifiés partout en Casamance. La Casamance vit, dans les années 2000, une situation épouvantable qui a comme corollaire une violation massive des droits humains. Ainsi, on assiste à une forte implication des acteurs de la société civile notamment les ONG, les chefs religieux, traditionnels et coutumiers et les associations féminines dans le processus de recherche d'une solution définitive à la crise casamançaise. La présente étude se veut une contribution pour l'éclairage du conflit par le diagnostic de l'intervention des ONG dans le processus de paix et développement dans la région de Ziguinchor. Ces objectifs permettent de s'interroger sur la question : quels sont les acteurs qui évoluent dans la résolution du conflit et le maintien de la paix en Casamance ? Quels sont les enjeux et les jeux qui sous-tendent leurs actions et quelles sont les zones d'incertitudes ? Ce questionnement est légitime d'autant plus qu'il nous permet d'évoquer le bilan d'étape des projets ou programmes réalisés par ces ONG peut constituer une base pour une plus grande cohérence dans la recherche de paix, mais aussi le développement de la région.

Mots clés : ONG, Conflit, Paix, Développement, Processus de paix.

Abstract : Started in 1982 with a march, the conflict in Casamance turned into a war lasting more than four decades. It has caused cycles of violence with their share of inestimable consequences (human losses, displaced persons or refugees, physical brutality, etc.). This situation has created a state of panic in Casamance, prompting people to leave their places of

habitat to take refuge in Gambia, Guinea Bissau or in the regional capital (Ziguinchor). This is the pivotal period when attacks, ambushes, raids and clashes between MFDC fighters and the army intensified throughout Casamance. In the 2000s, Casamance saw a terrible situation which resulted in a massive violation of human rights. Thus, we are witnessing a strong involvement of civil society actors, in particular NGOs, religious, traditional and customary leaders and women's associations in the process of finding a definitive solution to the Casamance crisis. This study is intended as a contribution to shed light on the conflict by diagnosing the intervention of NGOs in the peace and development process in the Ziguinchor region. These objectives make it possible to question the question: what are the explanatory factors of the intervention of civil society actors in the peace and development process? This questioning is legitimate especially since it allows us to discuss the progress report of the projects or programs carried out by these NGOs can constitute a basis for greater coherence in the search for peace, but also the development of region. **Keywords** : NGO, Conflict, Peace, Development, Peace process,
Keywords : NGO, Conflict, Peace, Development, Peace process,

Introduction

Région riche d'une grande diversité ethnique et culturelle, la Casamance est pourtant traversée par un conflit armé. Commencée en 1982 par une marche, la rébellion s'est transformée en guerre de plus de trois décennies à cause des nombreuses répressions (humiliations, tortures, tueries, arrestations, dénonciations, etc.) et de l'insécurité. Cette situation a conduit certains citoyens à abandonner leurs biens pour se réfugier dans les pays limitrophes (Gambie et Guinée Bissau) pour échapper aux représailles. Bien consciente des problèmes de sécurité dans certaines zones de la Casamance, les autorités étatiques ont prendre des initiatives leur permettant d'engager des négociations avec le MFDC. C'est dans cette même perspective qu'en 2012, le président Macky Sall et le principal chef militaire de la rébellion (Salif Sadio), ont posé des actes pour le dépôt des armes afin de privilégier le dialogue. Pour réussir sa mission, le président Macky Sall a impliqué tous les acteurs dans le processus de maintien de la paix. Ainsi, on note l'implication des ONG, des associations féminines, les imams, chefs traditionnels et coutumiers et de certains responsables politiques, notamment Robert Sagna, dans les différentes phases de résolution. On peut établir l'exemple des libérations des prisonniers par la faction la plus radicale de la rébellion casamançaise le 3 mai 2013. Cette libération a donné espoir à un processus de paix dans un conflit qui est devenu le plus long de l'Afrique subsaharienne. Cette idée de résolution de conflit est appuyée par Boucounta Diallo (2009). Il met en avant la problématique du conflit en Casamance tout en insistant sur la voie de résolution qui, selon lui, doit passer inévitablement par le culturel avant de déboucher sur des négociations.

Dans le processus de recherche de la paix en Casamance, l'absence de prise en compte du verrou psychologique et culturel a souvent conduit à des échecs (Boucounta Diallo, 2009). Pourtant, la proposition du Président actuel du Sénégal,

Monsieur Macky Sall ne diffère en rien de celles déjà mises en avant par ces prédécesseurs. En effet, l'absence de communication fait que ce régime est en train de répéter les mêmes erreurs que ses prédécesseurs concernant la méthode de négociation. (René C. Basséne, 2013) (en ligne), consulté 02/06/2015, URL : <http://www.lemonde.fr>.) Il est dans la même logique que le président Abdou Diouf et le président Abdoulaye Wade. La logique consiste à se servir à la fois de plusieurs intermédiaires ou démarcheurs pour nouer le contact avec le MFDC. Ainsi, il y a sur le terrain plusieurs groupes aux démarches et méthodes différentes. Parmi ces démarcheurs, on note le groupe de réflexion pour la recherche de la paix en Casamance (GRRPC) dirigé par le ministre Robert Sagna, le groupe de Boubacar Diouf et celui de Amsatou Sow Sidibé pour ne citer que ceux-là.

Les Casamançais, aspirant à la paix, insistent sur la résolution du conflit en mettant l'accent sur certains leviers que sont : l'État gambien et, de l'autre côté, celui de la Guinée Bissau. Marut (2010) (en ligne), consulté 12/04/2013, URL : <http://www.rfi.fr>. Il faut en outre signaler que le président de la République Macky Sall dans son discours du lancement de son projet, le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC), propose un autre paradigme de la résolution du conflit. Il insiste sur la RRDD (Réconciliation-Reconstruction-Développement-Durable) en impliquant toutes les couches dans le processus de négociation. Les interventions des acteurs deviennent remarquables et cruciales, car beaucoup de zones abandonnées sont en train d'être reprises, selon M. Ndecky¹. Elles mobilisent des stratégies pouvant faciliter leur intervention en mettant plus l'accent sur certaines méthodes, celles qui consistent « à descendre » sur le terrain et à travailler avec les acteurs locaux. Cela a augmenté leur durabilité et facilité leur intervention et leur implication dans le maintien de paix.

Ce conflit en Casamance a été marqué par des cycles successifs d'actions de répression et de négociation (Marut, 1998), (en ligne), consulté 12/04/2013, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr>. En effet, pour ce conflit, les ONG ont servi d'intermédiaires entre le pouvoir central et les rebelles dans la recherche de solution de sortie de crise. Elles ont en effet participé à des signatures d'accords de paix (les accords de Toubacouta ou Cacheu de 1991, les accords de Banjul de 1999, de 2000 et de Foundiougne de 2004). Elles ont accompagné les populations déplacées ou réfugiées à regagner leur lieu d'habitat. Cela démontre la présence de plusieurs ONG et d'autres acteurs en Casamance. Ce sont entre autres, les associations féminines, les ONG qu'elles soient nationales ou internationales, les partis politiques, les intellectuels et les groupes religieux (Biaya, 1999, pp.2-3).

De plus, ces acteurs se sont fortement distingués dans les activités de soutien et d'accompagnement des déplacés du conflit en Casamance. Dans le processus de maintien de la paix, ces acteurs ont mobilisé des stratégies pouvant faciliter les négociations. On retient l'implication de la société civile (des mouvements des femmes, des groupes religieux, des mouvements des droits de l'homme comme la RADDHO, des mouvements culturels, traditionnels et d'ethnicité nouvelle et des autorités néo-traditionnelles) et des ONG. En effet, la société civile a conduit à

¹ Responsable de l'ONG dynamique de paix dans un entretien accordé le 20 mai 2014 à partir de 09h20mn au siège de l'ONG la maison dynamique de paix.

plusieurs initiatives de paix, notamment le mouvement des Femmes pour la paix en Casamance (MOFEPAC). Ce mouvement a pour ambition de mettre en place toute une stratégie pouvant favoriser le retour définitif de la paix. Ainsi, leur mission était d'une part, de s'investir pour mieux connaître la réalité du milieu casamançais et la situation qui y prévaut à l'heure actuelle, car jusqu'ici il n'a travaillé que sur la base de témoignages, de déduction à partir d'informations fournies par la presse écrite ou parlée et qui étaient plus ou moins incomplètes. L'autre mission consistait d'autre part, de voir sur place comment le mouvement une fois bien informé, pourrait être utile à la recherche et à la consolidation de la paix en Casamance et venir en aide aux populations casamançaises frappées par le conflit. (MOFEPAC, 1993). Il faut ajouter à cela l'implication des groupes religieux et de la RADDHO dans les phases de négociations². Ce mouvement de droit (RADDHO) a plutôt insisté sur le cas des violations des droits de l'homme chez les belligérants. En 1995, ce mouvement relève le dénuement des personnes déplacées, les arrestations massives dans les villes de Ziguinchor et d'Oussouye et dans certains villages de la Casamance (RADDHO, 1995).

Aujourd'hui, la motivation des uns et des autres à intervenir dans la résolution de ce conflit reste un point à soulever, car leur reconversion a semé un doute dans la population casamançaise. Après un aperçu historique plus ou moins exhaustif sur l'intervention des acteurs dans le processus de paix et de développement dans la région de Ziguinchor, nous nous sommes posé la question de recherche suivante : ces objectifs permettent de s'interroger sur la question : quels sont les acteurs qui évoluent dans la résolution du conflit et le maintien de la paix en Casamance ? Quels sont les enjeux et les jeux qui sous-tendent leurs actions et quelles sont les zones d'incertitudes ?

1. Méthodologie

Cette étude reposant sur l'analyse de l'intervention des acteurs dans le processus de paix et de développement s'inscrit dans la théorie de l'acteur de Crozier pour tenter d'appréhender les stratégies des acteurs. C'est pourquoi ce modèle nous semble intéressant dans la mesure où nous sommes dans une zone de conflit où les ONG, les associations féminines, les imams et chefs traditionnels et coutumiers développe des stratégies d'intervention de maintien de paix. Pour comprendre ce processus, nous avons privilégié l'approche qualitative à travers l'usage d'un guide d'entretien. L'étude comprend un volet de recherche documentaire et d'analyse de données de terrain à partir des récits des acteurs. La revue de la littérature a essentiellement porté sur les discours, les interviews, les ouvrages, et surtout les articles, etc. Analyser les stratégies d'intervention des acteurs dans la résolution du conflit, le maintien de paix et de développement, permet de faire une lecture sur les motivations des acteurs, les démarches engagées et le statut des acteurs. Il convient dès lors de mettre en perspective le rôle de ces acteurs dans la construction de paix.

² Dans ces groupes, il y a l'Association des imams du Sénégal et l'épiscopat catholique. Cette Association a participé activement au processus de négociation et organisé une campagne de prière en faveur du retour de la paix en Casamance. C'est dans cette même posture qu'un idéologue du MFDC disait « *la paix n'est possible qu'à la condition que les deux parties se pardonnent* ». À cet effet, il faut montrer la seconde dimension de l'Église dans le processus de paix mené par l'ONG CARITAS. Cette ONG détient le monopole institutionnel qu'elle refuse de partager avec d'autres ONG locales telles que le Comité d'initiative sérére pour la paix en Casamance (CISPAC) en 1996.

Ces données obtenues par la suite font l'objet d'une analyse de contenu. L'enquête s'est déroulée dans la région de Ziguinchor. Elle a commencé au mois de novembre 2018 au début de février 2020 et s'est poursuivie au courant du mois de mars 2021. À cet effet, nous avons interrogé 20 personnes réparties comme suit : 5 femmes issues des associations féminines, 15 personnes issues de la société civile.

2. Résultats et discussions

2.1. Intervention des acteurs de la société civile dans le processus de paix en Casamance

Le contexte si particulier de crise n'a pourtant pas bouté hors de la Casamance l'intervention des acteurs de la société civile. De ce fait, de nombreuses interventions des acteurs pour une issue favorable à la crise ont été ressenties à un certain moment en Casamance. Ces différentes interventions ont fait objet de production de rapports sur le conflit. Aujourd'hui, la plupart des rapports décrivent et analysent les résultats atteints à travers les initiatives de paix et de programmes de reconstruction et de réconciliation (Doudou Gueye, 2015, pp.13-14). À cela s'ajoutent aussi des projets d'accompagnement des populations implorés en Casamance : peacebuilding. Ce qui a facilité l'aide et l'appui à la réinsertion socioprofessionnelle d'anciens combattants du MFDC, des actions de reconstruction des villages abandonnés, à la réinsertion des déplacés du conflit, etc. La collaboration des différents acteurs du conflit a ouvert une fenêtre d'intervention aux ONG nationales et internationales. Il faut noter ici que certaines d'entre elles (ONG) ont des domaines d'intervention similaires, ce qui leur permet de réaliser certains projets de construction et de réhabilitation des infrastructures de base ou programmes ensemble (**BODIAN, 2006, p.63**).

Cependant, il faut souligner que la majeure partie intervient de manière séparée. En d'autres termes, il y a une absence de coordination et de synergie des ONG sur le terrain, mais partage en commune la recherche de la paix ou le maintien de la paix, mais aussi de développement. On assiste alors à une multiplication des actions des ONG dans leurs zones d'intervention. Ces actions reposent essentiellement sur la reconstruction, la réhabilitation, le déminage humanitaire, le maraîchage, l'élevage, etc.

2.2. ONG et zones d'intervention

La Casamance est devenue un site stratégique d'intervention des ONG. Plusieurs zones touchées par le conflit sont de plus en plus occupées par les ONG pour un objectif spécifique : la recherche de la paix définitive et de développement durable. Ainsi, chaque ONG cherche à utiliser une zone en trouvant une stratégie d'adaptation et leur devient parallèlement une colonie. Cette stratégie d'occupation leur permet d'une manière ou d'une autre d'être plus présentes et proches des populations. Une étude effectuée à Dakar par Biaya (1998) démontre des faits intéressants sur l'intervention et l'occupation des zones de conflit par les ONG. Selon Biaya (1998, p.54), leur présence dans les zones de conflit leur permet de bénéficier de la manne financière disponible et détenue par les bailleurs. Ce qui du coup leur a permis de garder, voire même protéger leurs zones d'intervention et démontre parallèlement la

complexité du conflit, car, tous les acteurs, qu'ils soient internes ou externes cherchent à bénéficier de ses enjeux.

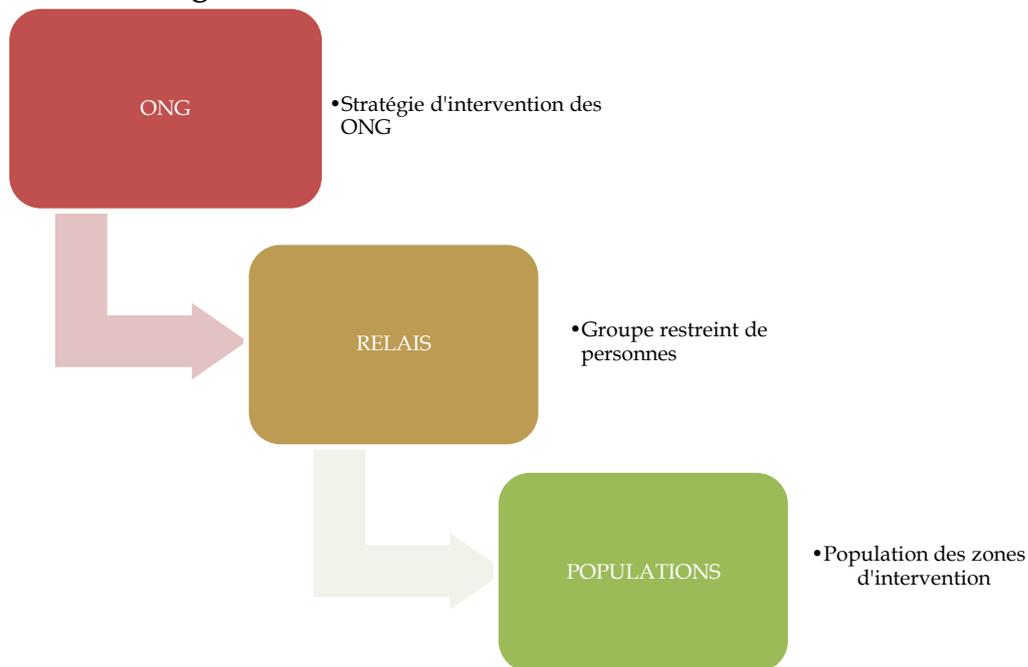
2.3. *Rapport entre ONG et population des zones d'intervention*

Pour mieux faciliter leurs interventions, les ONG essaient souvent de trouver des partenaires stratégiques dans leurs zones d'intervention. Ceci agrée leur présence et les rend plus proches de la population. Ce qui leur permet d'être incontournables dans le processus de paix et de faciliter leurs interventions en maintenant un rapport étroit avec les populations de leurs zones d'intervention. En effet, elles déclarent ne pas pouvoir intervenir sans pour autant qu'il y ait la moindre coopération avec les populations. Ces dernières, qui sont les actrices principales, maîtrisent ces zones d'interventions des ONG. Elles restent des partenaires directes de l'ONG et participent à la pérennisation des projets (maraîchage, sensibilisation aux dangers des mines, l'éducation à la non-violence) de l'ONG.

« Nous entretenons de meilleurs rapports avec les populations des zones d'intervention. Nous ne pouvons pas intervenir dans la zone sans pour autant entretenir de bonnes relations avec les populations des zones d'intervention. Nous voulons que ces acteurs soient des partenaires directs, car, nous intervenons pour eux » (M. A agent de Caritas, 37ans).

Cette déclaration de M. A témoigne le rapport de partenariat qui existe entre les ONG et les populations dans leurs zones d'intervention. Pour mieux réussir leurs projets, elles essaient de collaborer avec ces populations. Ainsi, elles tentent de mettre en place un comité de base villageois ou une association des chefs des villages déplacés qui représente les populations dans un projet ou un programme de développement. Ce comité de base joue le rôle de relais entre l'ONG et la population bénéficiaire. La plupart des membres sont instruits et jouissent de leur expertise pour gagner la confiance des villageois. Cela facilite ses interventions et leur permet de bien contrôler ces zones, puisque ces représentants travaillent pour elles et défendent toujours leurs actions. Cette démarche est utilisée par la plupart des ONG qui interviennent dans le processus de paix en Casamance. Nous sommes alors en face d'une stratégie comportant trois acteurs que sont les ONG, les Relais et les Populations. Ainsi, le schéma ci-après montre la manière dont se construit cette stratégie.

Schéma : Stratégies d'intervention des ONG



Source : données de l'enquête 2017 dans le nord Sindian.

Ainsi, la lecture de ce schéma permet de voir le rapport qui existe entre les ONG et les populations. On se rend compte dès lors que ce système d'intervention a toujours fait émerger d'autres leaders dans leurs zones d'intervention. Ce sont même parfois les ONG qui cherchent leurs propres relais dans leurs zones d'intervention (cas de « Kabonketoor » dans le Sindian et « Usoforal » dans la zone d'Oulampane). Ces derniers représentent directement l'ONG dans ses zones et cherchent à faciliter leurs interventions. Ils bénéficient parfois de la formation (techniques de résolution des conflits, éducation à la non-violence, techniques agricoles, etc.) de l'ONG dans ses domaines d'intervention. Interrogées sur la question de la formation des relais, neuf (9) ONG ont déclaré que la plupart de leurs relais ont bénéficié des formations en rapport avec le domaine de l'intervention.

Toutefois, il faut signaler que ce rapport a vu naître d'autres groupes de personnes qui développent des stratégies pouvant leur permettre de saisir une manne financière. Ces groupes de personnes sont désignés par J. Boissevain (2009) des courtiers de développement. En effet, pour canaliser l'aide apportée par les ONG aux populations rurales et faciliter leur immersion dans l'arène locale, les courtiers qui se sont chargés de capter cette rente se sont multipliés souvent avec des ambitions inavouées (captage des fonds destinés à la population locale). Ces derniers sont des acteurs locaux que J. Boissevain nomme les « broker³ » et qu'il considère comme « *des manipulateurs* ».

³ Le broker est un mot d'origine anglais qui est utilisé dans le commerce. Il désigne une relation d'intermédiaire entre un commerçant et un client. Il joue un rôle d'intermédiaire entre un acheteur et un vendeur. Il facilite les échanges entre différents « traders ou asset manager » en identifiant ceux qui offrent le meilleur prix pour un produit financier voulu dans une certaine quantité. Le broker assure donc la liquidité du marché et se paye en

professionnels de personnes et d'informations en vue d'un profit » (J. Boissevain, 2009, pp.263-264). En effet, sur l'ensemble des personnes interrogées sur la question du courtage en Casamance, 10 ont affirmé l'existence de ces pratiques, surtout, en zone rurale. Ils s'organisent en réseaux d'acteurs sociaux dans les milieux ruraux. Ainsi, en référence aux projets de développement, ces courtiers sont donc des porteurs sociaux de programmes ou de projets. À ce titre, ils jouent le rôle d'interface entre les destinataires du projet, c'est-à-dire les populations et les fournisseurs de l'aide (les ONG). Les courtiers en tant que représentants ou relais des populations locales expriment leurs besoins auprès des organismes d'aide et d'appui. Ainsi, J-P. Olivier de Sardan et T. Bierschenk les considèrent comme « *des acteurs sociaux implantés dans une arène locale qui servent d'intermédiaires pour drainer des ressources extérieures relevant de ce que l'on appelle communément l'aide au développement* » (J-P. Olivier de Sardan et T. Bierschenk, 2006, p.266). Ceci revient à dire que les relais cherchent à amasser les financements des ONG à travers les projets de développement destinés à la population rurale. En outre, l'activité de courtage va en grande partie consister à la recherche, à la mobilisation, et à la captation de cette rente destinée aux groupes, aux structures et aux populations rurales. Ainsi, il s'avère que les rapports entre ONG et populations des zones d'intervention sont établis sur la base d'intérêts réciproques, car chacune d'elles y tire profit.

2.4. Les associations féminines

Dans le contexte de retour définitif de la paix en Casamance, de réinsertion, les femmes sont beaucoup plus dynamiques et actives. Elles restent des actrices principales dans la résolution de cette crise. Aujourd'hui, elles sont plus impliquées dans le maintien de la paix de par leur rôle de mère. Elles sont aussi plus écoutées par les deux protagonistes (État et MFDC).

2.4.1. La Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance (PFPC)

La Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance est une ONG locale. Elle participe à relancer le dialogue entre l'État et le MFDC pour une paix inclusive et définitive en Casamance. Elle lutte contre toute sorte de violence exercée à l'endroit des populations et de renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de la PFPC afin d'en faire un acteur dynamique dans la résolution du conflit en Casamance. La PFPC a participé à la marche pour la libéralisation des démineurs, à l'audition des candidats aux présidentiels, mais aussi à l'organisation des journées régionale et nationale pour la paix.

Elle joue un rôle important dans le maintien de la paix en Casamance à travers des programmes, des projets et des actions divers et variés. En effet, cette plateforme regroupe toutes les associations féminines (« kabonketoor » et « Usoforal », etc.) autour d'une dynamique de recherche de solution au conflit. Ces femmes ont aussi joué depuis le début du conflit un rôle de facilitateur à travers les activités de prières nocturnes, des marches pour presser la paix en Casamance.

facturant la mise en contact du vendeur et de l'acheteur. Les brokers travaillent principalement dans de grandes sociétés de courtage, rattachées ou non à des banques d'affaires.

« Dans notre société casamançaise par exemple, la femme a toujours un rôle important. Chez les Diolas, lorsque les grandes décisions doivent se prendre, par exemple le « boukout », les femmes ont leurs mots à dire avant la décision des hommes. Avant toute prise de décision, les femmes sont d'abord consultées puis prennent des retraites dans les bois sacrés. Cela traduit que dans nos sociétés, les femmes sont aussi écoutées que les hommes. En termes plus simples, la femme a une place centrale. Lors des événements malheureux, les femmes ont aussi leurs mots à dire ou un rôle à jouer et faire une retraite dans le bois sacré. C'est ce qui d'ailleurs explique le rôle que les femmes jouent dans le conflit casamançais. Le MFDC écoute les femmes parce que nous sommes les mères des combattants. Ce statut de mère facilite notre implication dans le processus de paix en Casamance (...) » (Agente à la plateforme de femmes pour la paix en Casamance, 2015).

L'analyse de ce discours permet de déterminer le rôle et la place de la femme dans les sociétés africaines surtout dans le système d'organisation de la communauté casamançaise. Dans le cadre du maintien de paix en Casamance, les femmes ont joué un rôle déterminant surtout dans la sensibilisation, le dialogue, le leadership féminin et la citoyenneté, etc.

2.4.2. L'association « Kabonketoor »

*Kabonketoor*⁴, un mouvement féminin qui milite pour le processus de paix en Casamance. Son domaine d'intervention est fondé sur la consolidation de la paix et le développement de la Casamance. L'un des objectifs de cette association est de contribuer à instaurer un climat de sécurité en Casamance, au renforcement de la capacité des cadres de concertation pour la gestion de la paix, la prévention des conflits, à promouvoir et vulgariser les droits des enfants dans les zones de conflit, de poste conflit et des zones pourvoyeuses d'enfants en situation difficile. Depuis peu, elle a cherché à élargir son domaine d'intervention. Elle s'active à la bonne gouvernance, à améliorer les conditions de travail, d'exploitation rationnelle, durable des ressources locales, à l'assainissement et l'hygiène en milieu rural. Actuellement, l'espoir de paix est plus accordé aux femmes à travers les activités économiques qu'elles mènent dans l'alimentation, l'éducation, la santé, etc. Ceci a amené « *Kabonketoor* » à intégrer dans leurs programmes de recherche de paix, les femmes du bois sacré⁵ dans la résolution du conflit. Ces dernières ont marqué leur position dans

⁴ Kabonkaetor signifie le pardon en langue diola. Le terme est utilisé dans le conflit pour demander aux combattants le dépôt des armes et la paix en Casamance. Il est créé par les femmes des « *Usana* » qui se sont mobilisées en tenue traditionnelle pour demander aux combattants de cesser la guerre. Kabonkaetor est née de la réflexion d'intellectuelles (institutrices, femmes issues du milieu ONG, femmes politiques) ziguinchoroises, qui rassemble une centaine de femmes villageoises, dont une bonne partie dirige des cultes féminins dans l'objectif de *mettre fin au conflit armé en Casamance et de faire revenir tous les combattants du MFDC dans leurs foyers respectifs*. Les dirigeantes de Kabonkaetor cherchent à inscrire leur action dans la continuité des interventions féminines joola. Pour ce faire, elles explorent et exploitent le capital féminin joola qui est à la fois une source d'interventions et une légitimation de ces interventions qu'elles contribuent, par le travail culturel effectué pour l'identifier et par les actions qu'il engendre dans toute la région, à recréer, fixer, diffuser et standardiser.

⁵ Le bois sacré est un pilier de la société casamançaise traditionnelle. Il regroupe l'ensemble des femmes d'une certaine catégorie en cas d'une situation inhabituelle. Elles sont connues au sud du Sénégal (Casamance) sous le nom des femmes du bois sacré. Sur le conflit en Casamance, ces femmes du bois sacré ont un rôle occulte. En décembre 1982, au début des hostilités, les femmes ont aidé à la préparation mystique des combattants du

le processus de paix en Casamance à travers les prières et veillées nocturnes qu'elles font. Ceci démontre une fois de plus l'engagement de « *Kabonketoor* » dans le maintien de la paix en Casamance. Les résultats de cette étude ont démontré que les femmes de « *Kabonketoor* » ont pris part à plus initiatives de signatures des accords de paix en Casamance.

« *Pour arriver à une paix définitive en Casamance, il faut que tous les acteurs donnent confiance aux femmes des bois sacrés. Car, ce sont ces dernières qui font des prières pour les combattants, mais aussi pour les militaires. Donc on ne peut pas exclure ces femmes dans le processus. C'est d'ailleurs ce que nous avons très tôt compris : aujourd'hui « Kabonketoor » a impliqué ces femmes du début jusqu'à la fin du conflit. (...)* ». (Mme D., ONG Kabonketoor, 50 ans)

Dans ce discours, Mme D. met l'accent sur le maintien de paix en Casamance. Il ressort de ce discours que les femmes du bois sacré sont inscrites dans la dynamique de paix en Casamance. En effet, il faut noter que dans les années 90 à Ziguinchor, les organisations de femmes (*Kabonketoor*, *Usoforal*, CRSFPC et PFPC) se sont battues à travers des rencontres, des marches, des prières pour prêcher la paix. Elles se sont regroupées pour créer une plateforme dans laquelle, elles peuvent défendre leurs projets ou programmes de paix en Casamance. Pour ce faire, elles engagent d'autres acteurs qui jouent une grande influence dans la société, que sont : les chefs religieux, les chefs traditionnels et coutumiers. Ababacar Chedikhe KA précise en ce sens « *les ONG sont à l'origine caritative pour leur assistance à ceux qui ont besoin d'aide matérielle et morale. Ka rappelle que si aujourd'hui elles continuent de jouer ce rôle, c'est parce qu'elles ont aussi beaucoup évolué vers l'appui des projets de développement. C'est ainsi qu'elles interviennent dans tous les domaines : éducation, développement, environnement, santé, etc.* ». (KA, 1999, p.72).

2.4.3. L'Association Agen Diambogne

Créée en 1994, l'Association culturelle *Agen Diambone* est considérée comme l'un des premiers mouvements associatifs à utiliser les coutumes et la culture locale dans la résolution du conflit. À cette occasion, elle a célébré la tradition de « parenté » entre les Diolas et les Sérères et réclame en son nom la paix et la réconciliation (V. Foucher, 2007)⁶. Cette association a été créée par Youba Sambou lorsqu'il était gouverneur de Fatick. Cette figure politique a profité des caractéristiques socioculturelles et historiques de la Casamance et du nord du Sénégal, pour installer un climat de confiance entre ces deux peuples. En effet, compte tenu des divergences ethniques du conflit qui oppose le sud (Casamance) au nord du Sénégal, l'ACAD a élaboré un projet idéologique qui avait comme objectif de rapprocher les parties en conflit. Ceci est démontré à travers des rapports de parenté, la profonde liaison existante entre les Diolas et les Sérères. Les Casamançais considèrent dès lors les Diolas et les Sérères comme étant des groupes liés par des rapports de parenté.

Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC). Des serments ont été scellés dans le bois avant que les guerriers ne prennent le maquis.

⁶ Vincent Foucher, article disponible en ligne, consulté le 10/03/2021, URL : <https://www.cairn.info/revue-politix-2007-4-page-59.htm?contenu=article>.

« Agen Diambogne est une association qui démontre le rapport entre deux ethnies très proches : Diola et Sérère. Cette association a joué un rôle important dans la résolution de paix en conflit. À travers le lien profond entre ces deux ethnies, un pas vers la paix en Casamance a été ressenti à un certain moment. (...) ». (M. S., 57 ans).

2.5. Les chefs coutumiers, religieux et traditionnels

Depuis l'échec de certains accords de paix, les ONG et l'État ont senti le besoin d'impliquer plusieurs acteurs dont les chefs coutumiers, religieux et traditionnels dans la résolution du conflit. Aujourd'hui, les espoirs commencent à naître, puisque la plupart des ONG ont collaboré avec ces acteurs dans leur intervention. Ces acteurs sont le collectif des Imams et Évêques du Sénégal qui de par leur médiation, laisse apparaître une accalmie dans la région de Ziguinchor. À cela s'ajoute le rôle qu'a joué le roi d'Oussouye dans le maintien de la paix en Casamance. Ils ont, de près ou de loin, contribué à la résolution du conflit. En effet, ces chefs ont joué également leur médiation dans la libération des otages (les 12 démineurs). « *Les chefs coutumiers, religieux et traditionnels ont beaucoup fait pour la paix en Casamance. Et cela depuis leur implication dans le processus. (...)* », dit-il.

Interrogés sur leur position sur le conflit en Casamance, 11 chefs coutumiers, religieux et traditionnels ont répondu qu'ils ont affiché une volonté manifeste à la recherche et au maintien de la paix en Casamance. Dans leur démarche, certains sont allés jusqu'à accuser dans les années 2000 le gouvernement du président Wade de « marchandiseur » du conflit. En d'autres termes, les chefs ont critiqué la démarche du Président Abdoulaye Wade qui consistait à confier le dossier casamançais aux « messieurs casamançais⁷ ».

« *Il est d'une grande responsabilité de l'État du Sénégal de confier le dossier de la Casamance à des gens dont on ne connaît pas leur intention. Les gens en ont fait une entreprise pour s'enrichir sur le dos des populations casamançaises. Le collectif a déploré cette démarche de l'Etat surtout du gouvernement Wade à l'époque. Depuis le début du conflit, nous sommes démarqués pour adopter la neutralité dans le dossier. Dans le cadre du maintien de la paix en Casamance, la gestion doit être transparente. Il y avait des chefs religieux qui étaient à l'époque aussi corrompus. (...)* ». (M.D., membre du collectif des chefs religieux, 2020).

Dans son discours, cet enquêté insiste sur le maintien de la paix en Casamance. Ce caractère démontre l'intérêt ou l'importance pour une population fatiguée d'un conflit de retrouver une paix définitive en Casamance. Pour la plupart d'entre eux, le conflit a maintenu la Casamance dans une situation de vulnérabilité. Aujourd'hui, force est de constater que les populations de manière générale et particulièrement les chefs religieux réclament une paix définitive en Casamance. Dans la même dynamique de maintien de la paix, les chefs religieux des communes du département de Bignona ont mis en place un collectif des imams. La plupart des membres de ce collectif a témoigné que les objectifs du collectif consistent à promouvoir la paix et à encourager les

⁷ Les messieurs casamançais sont connus en Casamance sous le nom facilitateurs nationaux plus connu de l'opinion. Ce sont des gens qui à travers leurs déclarations donnaient l'impression aux populations d'être en train de mener des négociations secrètes et très avancées avec le MFDC particulièrement avec son aile combattante.

combattants aux dépôts des armes à travers des initiatives de récitation de coran et des prières.

2.6. *La place de la presse*

La presse a joué un grand rôle dans ce conflit à travers les émissions qu'elle a organisées. Cela a permis aux ONG d'impliquer la presse dans leurs programmes ou leurs projets de paix de par leurs activités de sensibilisation et de formation des jeunes qu'elles organisent. En effet, la plupart des ONG déroulent leurs programmes à travers le réseau des radios communautaires pour la paix en Casamance en termes de réalisation et de diffusion de spots dans les langues locales, de magazines, d'affichage et d'émission.

« Nos activités de sensibilisation et de formation aux risques et dangers de mines se font au niveau de ces radios. Dans le nord Sindian, c'est la radio Fogany FM qui assure cette émission en rapport avec la radio Zig FM. Nous ne regrettons pas aujourd'hui d'impliquer la presse dans nos programmes. La sensibilisation passe très bien et la population est bien imprégnée des dangers de mines. (...) ». (M. Diatta, 63 ans)

Aujourd'hui, le conflit en Casamance est plus médiatisé grâce au travail de la presse sénégalaise. Cette question du conflit casamançais fait figure de beaucoup de débats dans les médias, donnant l'occasion à la population de s'exprimer et de proposer des solutions pour une issue favorable. C'est l'exemple de l'émission au « carrefour de la paix » animée par Ibrahima Gassama⁸. Comme le souligne bien, le journal *l'observateur* « Si les conflits internes ou intra étatiques tendent à être les plus nombreux, tout conflit à des répercussions⁹ pour les pays voisins et à l'échelle régionale. De bonnes stratégies de prévention à l'échelle sous régionale sont fort utiles. Car souvent, pour apporter une solution efficace à un conflit d'envergure nationale, il faut le replacer dans son contexte régional en tenant compte des facteurs transfrontières susceptibles d'exercer une influence ou un effet « tache d'huile » (Journal *L'Observateur* du 24 décembre 2010, P. 3).

Aujourd'hui, la presse a donné raison aux ONG d'impliquer les pays voisins dans le processus.

2.7. *Efforts dans le processus de paix*

Le conflit en Casamance est l'un des plus vieux de l'Afrique subsaharienne. Il a fait aujourd'hui quarante ans (40 ans) sans pour autant que se dessinent des perspectives durables de paix. En 1999, après quatre accords de cessez-le-feu et à la suite des accords de Banjul de janvier 1999 et février 2000, aucun espoir de paix n'a émergé (Jean Claude Marut, 2013). Les efforts pour la recherche de la paix étaient soutenus de façon importante par les acteurs de la société civile notamment les ONG internationales et nationales. Le mérite de ces ONG, c'est de chercher à aider les

⁸ Ibrahima Gassama, directeur général de la radio Zig FM de Ziguinchor/Sénégal. Journaliste spécialiste du conflit en Casamance, Gassama propose tous les dimanches une émission « au carrefour de la paix » à la population de se prononcer sur le conflit. Elle donne l'opportunité à la population de participer directement ou indirectement à la résolution du conflit. Une stratégie pour les ONG de bien intervenir et d'être plus pragmatique. Tous les acteurs qui de près ou de loin travaillent pour le retour définitif de la paix dans cette région.

⁹ L'exemple Sierra Léonais en est une illustration, car la guerre dans ce pays est considérée comme la "fille" de la guerre libérienne. Par ailleurs la Casamance n'a pas échappé au virus conflictuel.

populations pauvres, marginalisées et oubliées du développement (Maradix, 1990, pp.26-27). Leur action a souvent un effet direct sur les populations bénéficiaires. Une étude effectuée en Casamance par Ousmane Ba (2007) démontre que l'intervention des ONG dans la prise en charge des déplacés devient de plus en plus visible et remarquable ; soutenir les populations dans leurs projets de retour dans leurs villages de départ, améliorer leurs conditions de vie à travers les activités génératrices de revenus, accompagner l'État dans la construction et la réhabilitation des infrastructures. Elles sont devenues un fer de lance du développement socio-économique de la région. Dans le processus de résolution de ce conflit, ces ONG mobilisent à chaque fois de potentielles ressources financières provenant d'origines diverses pour non seulement réaliser des projets et programmes à la base, mais aussi appuyer les OCB (Organisations Communautaires de Base). La majeure partie d'entre elles, utilisent le Peace Building comme étant une méthode appropriée pour répondre aux préoccupations des victimes du conflit. Dans le cadre du déminage humanitaire, les résultats sont plus ou moins probants même si certaines zones de la région (nord Sindiane, certaines zones de Goudomp), on remarque la présence des bases de rebelle. En 2007, le CNAMS en collaboration avec HANDICAP INTERNATIONAL (le premier opérateur de déminage en Casamance) et MECHEM de s'engager dans le déminage humanitaire. Ces organisations humanitaires dans leur mission de déminage en Casamance ont permis aux populations dans le besoin de leurs terres de revenir les occuper pour des activités agricoles. La philosophie pour ces ONG consiste à se débarrasser du péril absolu des mines dans les zones infectées nous dit Jean Michel Thiam¹⁰. « *Après le déminage, nous rassurons les populations au déminage déjà fait en organisant des matchs de foot avec les villageois. Une forme de sensibilisation qui consiste à rassurer la population ; un encouragement moral. Cela est aussi une stratégie que nous utilisons dans le déminage humanitaire, et qui permet à la population de circuler librement sans aucun souci* », dit-il.

Aujourd'hui, la fréquence d'accident de mine dans cette région connaît une baisse considérable. La stratégie utilisée consiste à sensibiliser et à éduquer les populations au risque de mines, une composante du déminage humanitaire. Comme l'écrit Lourdes R. Quisumbing, « *l'éducation est au cœur de toute stratégie de construction de la paix. C'est par l'éducation que l'individu acquiert les compétences et le savoir nécessaire à la construction d'une base solide pour le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques et pour le rejet total de la violence, de l'intolérance et de la discrimination* » (Lourdes R. Quisumbing, 2004, pp.264-265).

Cependant, il faut signaler que depuis 2013, le déminage a connu en Casamance un arrêt considérable. En mars 2013, les factions combattantes ont demandé l'arrêt du déminage, car les opérateurs arrivaient trop près de leurs bases. Et ont demandé à l'État du Sénégal de cesser toutes les opérations de déminage.

¹⁰ Jean Michel Thiam¹⁰ adj. Chef de mission de MECHEM, une ONG intervenant dans le déminage humanitaire dans les années 2010 en Casamance.

2.8. *Les facteurs bloquant de l'intervention des ONG*

Le conflit en Casamance est l'un des facteurs qui piétinent la réalisation de certains projets ou programmes de développement dans la région de Ziguinchor. Ceci constitue un handicap au développement, car, beaucoup de zones sont délaissées, marginalisées et même oubliées des projets de développement à cause de leur accès difficile. Ce sont les zones les plus affectées par le conflit (nord Sindian, Djibidione et la frontière de la Guinée Bissau). Cela a limité l'accès de certaines ONG et même l'État qui, en principe, est considéré comme le premier rival (État du Sénégal), du MFDC. Car, les combattants considèrent ces ONG comme étant des collaborateurs de l'État qui de ce fait participent au succès des politiques de développement du Sénégal. Cet argument est soutenu par une femme relais de Kabonkétoor rencontrée dans la zone de Sindiane.

« J'ai été victime d'une arrestation perpétrée par les membres supposés appartenir au MFDC. J'étais à cette époque avec quelques femmes représentantes de l'USAID pour un projet de creuser des puits dans les villages de Toukara, Ougonor. Les hommes supposés appartenir au MFDC nous ont interpellés et nous ont retenus pendant toute la journée. Ils pensaient que nous étions des émissaires de l'État du Sénégal dont ils s'opposent farouchement son intervention dans la zone. Il a fallu l'intervention de Gassama de Copi et de la Croix Rouge pour notre libération ». (Mme Cissé, 58 ans)

Cette déclaration laisse apparaître un sentiment d'hésitation de toute intervention et tous investissements de l'État du Sénégal et de certaines ONG dans certaines zones à risques (Djibidione et Sindiane) de la région de Ziguinchor.

2.9. *Les pays voisins*

« Le MFDC reconnaît l'existence d'une relation historique avec les peuples de la Sénégambie méridionale tout en rejetant tout lien historique avec le Sénégal. Ce processus d'union et de clivage vise à légitimer la lutte indépendantiste du MFDC vis-à-vis des voisins gambiens et bissau-guinéens qui eux même souffrent de « l'impérialisme » du grand voisin sénégalais ». (Jean-Claude Marut, 1995, P.315). Ainsi, la Gambie et la Guinée Bissau ont joué un rôle très important dans la gestion de la crise casamançaise tant sur le plan politique que militaire. En effet, la réalité des choses montre la nécessité d'engager des discussions franches avec ses pays voisins pour le règlement définitif de cette crise. Il faut le souligner, cette dernière ne peut être obtenue sans le soutien de ces États. Toutefois, il convient de noter que chaque pays (Gambie et Guinée), a des relations historiques, culturelles, et traditionnelles avec les populations de la Casamance avec lesquelles ils partagent la frontière (Diallo, 2009). Ce qui explique souvent la double nationalité des populations d'autant plus que les langues parlées par les autochtones sont partagées entre ces peuples. C'est ainsi que pour la Gambie, le Fogy et pour la Guinée Bissau le Kassa. Conscients de cette réalité, l'État du Sénégal, les ONG et les chefs religieux ont jugé nécessaire d'impliquer ces pays dans la gestion et la recherche d'une issue favorable à cette crise dont les conséquences sont néfastes à la vie des populations casamançaises. Ainsi, des initiatives de résolution du conflit sont prises par certaines ONG (Dynamique de Paix) faisant preuve d'implication de ces pays voisins. Aujourd'hui, l'ONG la Dynamique de Paix est celle qui utilise le plus cette approche inclusive. Ces pays se sont impliqués du début à la fin dans les programmes

de paix en Casamance. Cela s'explique du fait que toutes les factions du MFDC sont basées dans leur frontière. Ils sont donc considérés comme des facilitateurs et des médiateurs entre les combattants qu'ils contrôlent et l'État du Sénégal.

Il est important de noter que les ONG les plus présentes en Casamance (« kabonketoor », « Usoforal », « *Kabonketoor* », « *Agen Diambogne* », « Dynamique de Paix », etc.) ont adopté dans la résolution de la crise une nouvelle approche, celle « combinatoire ». C'est un principe qui consiste pour la plupart des ONG de combiner deux méthodes. C'est en effet la méthode traditionnelle et celle moderne de peacebuilding. La méthode traditionnelle consiste à impliquer tous les acteurs qu'ils soient traditionnels, coutumiers et religieux dans la résolution du conflit. Une manière de considérer le conflit en Casamance comme un conflit traditionnel, c'est-à-dire ethnique ou culturel. Cela a permis à certains auteurs comme Boucounta Diallo de dire que « *l'aspect culturel et traditionnel est un élément aussi essentiel pour sa résolution* » (Diallo, 2009, pp.50-52). Ce qui implicitement signifie que le conflit en Casamance est un conflit ethnique. La méthode moderne est celle qui permet de mobiliser les outils techniques et politiques dans le processus de maintien de la paix. Ce qui permet d'expliquer que le conflit en Casamance est aussi politique. Le MFDC revendique l'indépendance de la Casamance.

Le peacebuilding est très proche de la méthode traditionnelle de résolution de conflit. Pour ce faire, les ONG allient les deux méthodes pour faciliter leur intervention.

Conclusion

L'intervention des ONG, chefs religieux, traditionnels et coutumiers et les associations féminines a installé une nouvelle aire en Casamance. C'est celle de l'accalmie. Cette situation permet à la population sans espoir et abandonnant leurs terres de les occuper progressivement. Cette étude nous a permis de présenter un portrait de quelques acteurs intervenant dans le processus de maintien de la paix en Casamance. Il s'agit des acteurs de la société civile notamment les ONG, les chefs religieux, traditionnels et coutumiers. Les résultats ont montré que l'intervention de ces acteurs en Casamance, zone où sévit un conflit armé, a donné une suite favorable au processus de paix et de développement. Leur rôle dans la résolution du conflit est fondamental ; aider les populations à bien retrouver le souffle, les soutenir et les encourager au retour dans leurs villages de départ. Ainsi, l'étude du rôle des ONG dans le processus de paix a permis d'appréhender non seulement la philosophie et les stratégies utilisées.

Quelques limites ont été révélées dans cette étude, notamment la faiblesse de l'échantillonnage due à la réticence de certains acteurs (membres de l'aile civile du MFDC et des responsables de certaines ONG) à pour des raisons de disponibilité et de la sensibilité de la question.

Références bibliographiques

- BA Ousmane, 2007, « la contribution des ONG dans la prise en charge des populations en zone de conflit : le cas de Catholic Relief Services », Mémoire de DEA, UCAD, Dakar.
- BASSENE R. Capain, le processus de paix en Casamance : le régime de Macky Sall en panne de vision, *journaldupays.agence-press.net* à cœur ouvert par hack coeur1 (en ligne), consulté 02/06/15 à 11h45mn, <http://www.lemonde.fr>.
- BIAYA Tshikala K., 1998, « *Prévention des conflits et réhabilitations, conflits, géopolitique et nouveaux paradigmes* », Communication pour The CODESRIA-OXFAM Methodological Workshop, Dakar.
- BOISSEVAIN J. (2009). *La fête au présent : mutations des fêtes au sein des loisirs*, L'Harmattan, Paris.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 1995, « *Anthropologie et développement : essai en socioanthropologie des changements sociale* », éd. Karthala, Paris.
- DIALLO Boucounta (2009), « *crise casamançaise, problématique et voies de solution* », éd. Harmattan, Paris.
- DIALLO Mamadou Lamine, 1996, *Les Africains sauveront-ils l'Afrique*, Karthala, Paris.
- FOUCHÉ Vincent (2007), « tradition africaine, et résolution des conflits, un exemple sénégalais », consulté en ligne le 10/03/2021, <https://www.cairn.info/revue-politix-2007-4-page-59.htm?contenu=article>
- GUEYE Doudou (2015). *L'analyse de la question des déplacés du conflit casamançais. Trois décennies après*, UASZ, Ziguinchor.
- KA Ababacar Chedikhe (1999) *Les ONG face au Sida : l'implication ONG Africa Consultants International (ACI) et Environnement et Développement Africains du Tiers-Monde (ENDA-TM, mémoire de DEA de Sociologie, FLSH, UCAD, Dakar.*
- KREIDI Patrice (2007), « le rôle des ONG et de l'Union européenne dans la résolution de conflit », Genève.
- MARUT Jean-Claude (1998), « *Ligne dure face à la Casamance* », Karthala, octobre. (En ligne), consulté 12/04/2013, <http://www.monde-diplomatique.fr> .
- MARUT Jean-Claude (2010), « *le conflit de Casamance, ce que disent les armes* », édition, Karthala, Paris.
- OUA, Rapport sur les femmes et le processus de paix : les perspectives en ce qui concerne l'Afrique, UNCEA/CENTRE AFRICAIN POUR LA FEMME, octobre 1996 [15] QUISUMBING Lourdes R. (2004). *Éducation pour le monde du travail et la citoyenneté: vers de futures sociétés durables*, UNESCO, bonne.
- RADDHO, Rapport sur les événements de Casamance, du 23 au 27 avril 1995, RADDHO, Dakar, 1995.